

JEUDI 2 OCTOBRE 2014

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = Le rapport apocalyptique sur la dette mondiale p.1
- = Que fera la Fed après la fin de l'assouplissement quantitatif ? p.3
- = Le moment de Minsky : le film d'horreur financière que personne ne veut voir p.5
- = Vous avez aimé la dernière crise financière ? Vous allez adorer la prochaine, encore plus dévastatrice... p.8
- = « Le scandale des enregistrements de Goldman Sachs par une ancienne salariée de la FED... ! » p.10
- = Ça y est !! Ils l'ont dit au JT de 20h... vous allez être ruinés hahahaha ! p.16
- = Vers un conflit entre l'Allemagne et la BCE ? p.18
- = Monde financier : QUAND LE BROUILLARD S'ÉPAISSIT p.20
- = Eurozone : L'avenir n'est pas rose ...il est morose ! p.22
- = La Russie et la Chine retiendront-elles leur riposte... p.23
- = Le Congrès vote en faveur d'une guerre au Proche-Orient p.31



Le rapport apocalyptique sur la dette mondiale

Publié par medisma sur 2 Octobre 2014, LIntegral

Sources : bvolttaire.fr/ / <http://www.theguardian.com/>

Après avoir compilé et analysé l'ensemble des dettes publiques et privées de tous les grands États de la planète, la conclusion de ce rapport est particulièrement alarmante.



Le « *Geneva Report* » – c'est son nom officiel – est un rapport annuel sur la conjoncture mondiale produit par un panel d'économistes et de financiers venant d'horizons divers. Son millésime 2014, le seizième du genre, vient d'être publié et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il met les points sur les i.

Après avoir compilé et analysé l'ensemble des dettes publiques et privées de tous les grands États de la planète, la conclusion de ce rapport est particulièrement alarmante :

« Contrairement à une idée reçue, depuis la crise de 2008, la dette mondiale n'a cessé de grimper, à un rythme ralenti jusqu'en 2011 puis nettement plus soutenu depuis. Estimée à 165 % du PIB mondial en 2001, la dette mondiale avait déjà bondi à 195 % fin 2008 au plus fort de la crise. Elle s'établit aujourd'hui autour de 215 %. Les cinq premières places sont occupées par le Japon (411 %), la Suède (293 %), le Canada (284 %), le Royaume-Uni (276 %) et les USA (264 %). Vient ensuite la zone euro avec un ratio de 257 % et, divine surprise, la France – où la dette privée est relativement faible – se classe plutôt bien avec 220 %, cela fait tout de même 80.000 euros par foyer fiscal. Les bons élèves sont les BRICS et les autres pays émergents, tous en dessous de 200 %, sauf la Chine (220 %). »

Le rapport signale que la combinaison de dettes record et d'une croissance mondiale en berne est véritablement explosive : une faillite bancaire même de taille moyenne pourrait entraîner par un effet domino une crise incomparablement plus dévastatrice que la faillite de Lehman et ceci pourrait arriver à tout moment. En tête des zones à risque, un pays que l'on n'attendait pas – la Chine – à cause de son système bancaire encore archaïque et la présence d'une économie souterraine totalement hors de contrôle.

Prenant le contre-pied des récentes déclarations de la Fed, les taux d'intérêt sont donc condamnés à rester sur des niveaux historiquement bas pour une très longue période. Le rapport préconise même un programme d'achats massifs d'obligations par les Banques centrales (c'est-à-dire la planche à billets) pour réduire encore davantage les taux à long terme. Mais au-delà des chiffres, le plus inquiétant se trouve dans l'inversion de la corrélation entre la dette et la croissance. Nous savons que l'impact positif de la dette sur la croissance est d'autant plus grand qu'elle est encore basse et que cet impact diminue à mesure qu'elle enfle. Il semblerait qu'aujourd'hui, le niveau de la dette est tel qu'elle a un effet non plus positif mais négatif sur la croissance. Ceci signifie que nous serions entrés dans une spirale folle sans autre issue que la faillite.

Quant aux causes de cette situation, elles sont bien évidemment multiples mais une, en particulier, revient avec insistance : la spéculation immobilière qui « tue » le pouvoir d'achat des ménages et gonfle leur endettement. Ces dernières années, la Suède et le Canada en ont été les principales victimes, la première est littéralement prise d'assaut par les investisseurs d'Europe de

l'Est, la seconde par ceux venant de Chine. Une statistique mérite d'être retenue. Aux États-Unis, entre 1900 et 2000, les prix de l'immobilier en moyenne ont crû au même rythme que l'inflation. Entre 2000 et 2014, les prix de l'immobilier corrigés de l'inflation ont doublé.

À titre personnel, j'ajouterai deux remarques absentes du rapport. En premier lieu, les pays anglo-saxons réputés les plus libéraux sont de très mauvais élèves. Ceci devrait donner à réfléchir à tous ceux qui ne jurent que par le tout-libéral. En second lieu, si la France occupe un rang, somme toute, honorable et même plutôt bon comparé aux pays de même niveau de développement, elle le doit intégralement au comportement relativement prudent... des ménages.

Que fera la Fed après la fin de l'assouplissement quantitatif ?

02 oct 2014 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Nous nous sommes lourdement trompé sur les valeurs américaines. Nous ne nous attendions pas à ce qu'elles aillent aussi haut — ni à ce qu'elles y restent pendant si longtemps. De sorte que notre point de vue sur ce qui va se passer sur les marchés boursiers est d'une valeur douteuse (du moins à notre avis). Nous pensons cependant que le marché américain est en train de connaître un vaste et lent retournement.

Rétrospectivement, il semble évident (comme toujours) que, comme nous l'avions prévu, le *quantitative easing* n'a pas fait grand'chose pour aider l'économie réelle. En revanche, il a fait des miracles pour les marchés boursier et immobilier américains. Notre ami Richard Duncan, économiste, nous explique comment ça a fonctionné :

"Entre 2009 et 2013, le gouvernement [américain] a emprunté approximativement 5 800 milliards de dollars pour financer ses déficits budgétaires. Sur cette période, la Fed a acquis pour 1 900 milliards de dollars d'obligations gouvernementales...

La Fed a également acheté pour 1 700 milliards de dollars de dettes hypothécaires émises et garanties par les agences Fannie Mae et Freddie Mac. Cela a fait grimper le prix de ces obligations et pesé sur leur rendement... La hausse des prix de l'immobilier a aidé à

gonfler l'économie en faisant grimper la valeur nette des ménages. Si la Fed n'avait pas acheté ces 1 700 milliards de dollars de dette hypothécaire, le rendement de ladite dette serait resté élevé (ou aurait grimpé), les propriétaires de cette dette se seraient retrouvés bloqués avec des actifs bancals et le marché de l'immobilier aurait continué à s'affaiblir au lieu de remonter.

Entre le rebond des prix de l'immobilier et la hausse radicale des prix des actions, la valeur nette des ménages a grimpé de 25 000 milliards de dollars (soit 45%) depuis le creux atteint en 2009. Elle est désormais 17% au-dessus de son niveau pré-crise. Cette augmentation de la richesse était le résultat de l'assouplissement quantitatif. Quel autre facteur pourrait l'expliquer ? Cette hausse de la valeur nette a clairement créé un 'effet richesse' qui a permis bien plus de consommation — et donc de croissance économique — qu'il n'aurait été possible autrement.

Ce n'est pas une coïncidence si la valeur nette a augmenté de 25 000 milliards de dollars alors que les banques créaient des quantités sans précédent de monnaie fiduciaire et l'utilisaient pour acquérir des actifs financiers. Il est certain que le QE a gonflé l'économie américaine en faisant grimper les prix des actifs."

Le mois prochain, c'est la fin de l'assouplissement quantitatif aux Etats-Unis. Qu'arrivera-t-il ensuite ?

Richard continue :

"... lorsque le QE prendra fin en octobre... il y a de grandes chances que [l'économie américaine] retombe. Si cela arrivait, la Fed devrait choisir entre ne rien faire et laisser tout ce qu'elle a accompli se déliter au cours d'un processus menant très probablement à une récession et une déflation sévères — ou bien lancer un nouvel épisode d'assouplissement quantitatif. Je pense que la Fed n'aura pas de mal à se décider. Après tout, que sont quelques milliards de milliards de dollars de plus (à se partager) entre amis ?"

Entre la fin de ce QE et le début du prochain QE+, il y aura probablement des

accidents. Sur le marché obligataire, les *spreads* entre les *junk bonds* et les obligations AAA se creusent... ce qui est un signal de danger classique. Et sur le marché boursier, les grandes entreprises bien établies continuent de bien performer, tandis que des valeurs plus récentes et plus spéculatives chutent. Les investisseurs commencent à être mal à l'aise. Ils s'éloignent du risque et se rapprochent de la qualité.

Nous sommes d'avis qu'il y aura quelques carambolages — très probablement sur les marchés boursiers —, après quoi la Fed enfilera sa veste orange fluo et recommencera à faire la circulation.

[Le moment de Minsky : le film d'horreur financière que personne ne veut voir](#)

02 oct 2014 | [Simone Wapler](#) |

Le niveau d'endettement est tel qu'un moment de Minsky entraînerait la GAF, Grande Apocalypse Financière

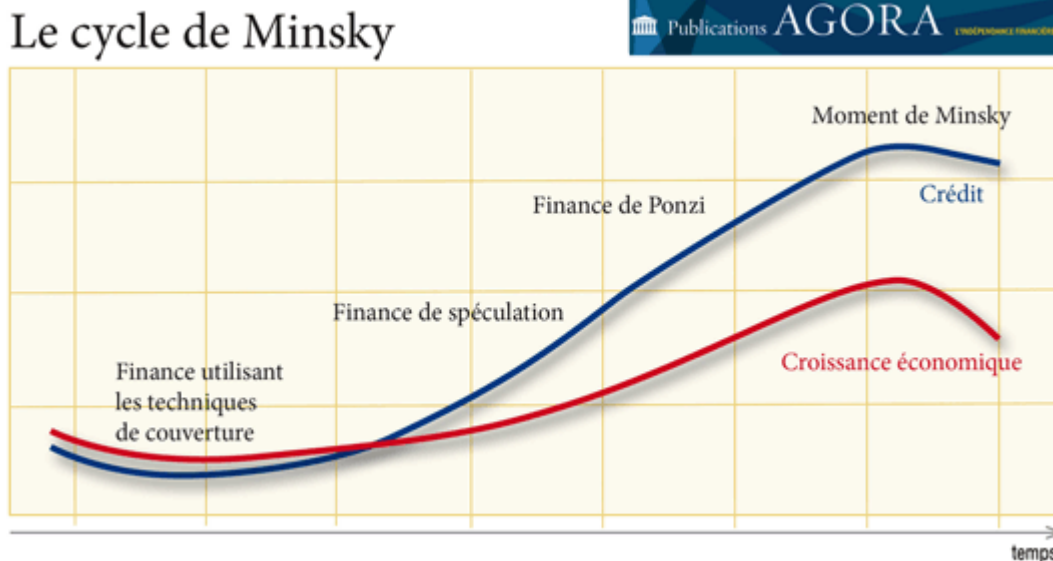
▪ Les économistes et les financiers aiment utiliser des mots mystérieux pour noyer le poisson. Ils sont comme les médecins de Molière. Le "moment de Minsky" fait partie de leurs expressions. Ce moment est celui où les investisseurs surendettés sont contraints de

vendre massivement pour payer les intérêts de leur dette. Mais plus ils vendent, plus les prix baissent — et la course au *cash* pour payer les intérêts entraîne un krach. A ce moment, les prêteurs réalisent que leur débiteur est mort. Il ne paiera jamais : ni les intérêts, ni le principal, foi de cigale. Cela peut-il se produire aujourd'hui ? Non, pensent les professionnels des marchés. C'est le syndrome du "trop gros pour faire faillite". Le niveau d'endettement est tel qu'un moment de Minsky entraînerait la GAF, Grande Apocalypse Financière. Lorsque le moment de Minsky s'annonce, une banque centrale intervient pour éviter la spirale baissière mortelle. C'est ce qui s'est produit en 2008 et en 2011 en Europe en freinant le désendettement.

"Une économie financière basée sur le crédit a besoin, pour sa survie, que le crédit émis progresse sans arrêt. Sans crédit nouveau additionnel, les intérêts sur les dettes qui ont été émises précédemment ne peuvent être payés. Ils ne peuvent être payés que par la vente d'actifs existants, ce qui, en retour, produit un cercle vicieux de déflation de dettes, de récession et finalement de

dépression. [...] La question est : quel est le taux de croissance du crédit nouveau qu'il faut engendrer pour pouvoir payer la note des crédits anciens et, surtout, quel est le volume de quantitative easing qu'il faut faire pour obtenir ce taux de progression du crédit ?"

Bruno Bertez, *L'Agefi Suisse*, 30 septembre 2014



Bill Gross, le gérant démissionnaire du plus gros fonds obligataire, PIMCO, a répondu à cette question : 2 500 milliards de dollars par an de création monétaire. Peu importe que ce soit la Fed, la Banque du Japon, la Banque centrale européenne, la Banque d'Angleterre. Il faut 2 500 milliards de dollars, 208 milliards par mois pour éviter la GAF.

Depuis 2008, la Fed, la BCE, la Banque du Japon, le Banque centrale européenne et la Banque d'Angleterre ont repris presque 11 000 milliards de dollars de mauvaises dettes et injecté autant d'argent frais ; il suffit de continuer ainsi, de transformer des mauvaises créances privées en mauvaises créances publiques.

C'est la capacité des contribuables à rembourser les intérêts qui compte

▪ **Intérêts et principal... normalement...**

Je ne vous ai pas parlé du principal mais seulement des intérêts parce que déjà aujourd'hui, tout le monde sait que le principal ne sera jamais remboursé. Ce qui compte, c'est

uniquement la capacité à rembourser les intérêts. Puisque la dette a été nationalisée et est devenue publique, disons plutôt que c'est la capacité des

contribuables à rembourser les intérêts qui compte.

[NDLR : En tant que contribuable, comment éviter que votre épargne soit en première ligne ? Commencez par éviter ces quatre investissements -- [en cliquant ici...](#)]

Ces intérêts, le service de la dette, sont du vrai argent ; il faut que quelqu'un l'ait vraiment gagné en vendant avec profit quelque chose à quelqu'un d'autre qui peut le payer sans crédit.

Prenez le cas de la Grèce. Chaque Grec doit 18 146 \$, le PIB par habitant y est de 24 389 \$, les salaires ont baissé de 24% depuis 2010 et le taux de chômage est actuellement de 27%. Avec quoi les Grecs vont-ils payer les intérêts ? Qu'ont-ils à vendre ? Ils vendent leur travail — et ils le vendent de moins en moins cher. Malgré deux faillites, le taux d'intérêt sur la dette grecque à 10 ans a à nouveau dépassé 6,50%. Le moment de Minsky de la Grèce serait-il proche ? Non, la BCE interviendra. L'Allemagne paiera, on a tellement confiance dans sa dette que les investisseurs institutionnels sont prêts à payer pour lui donner de l'argent. Tant que les gens ne s'offusquent pas des taux d'intérêt négatifs, il n'y aura pas de moment de Minsky.

L'or est au plus bas. Les gérants de fonds le vendent à découvert, ils préfèrent payer pour avoir le droit de prêter sans recevoir d'intérêt plutôt que de payer un coffre pour conserver de l'or. Car s'ils le faisaient, ils savent qu'ils déclencheraient le moment de Minsky, la GAF et ils perdraient ainsi tout espoir de rente.

Malgré tout ceci aura une fin. Car quand vous manipulez du vrai argent que vous avez gagné légitimement vous n'êtes pas prêt à payer pour le prêter sans intérêt. Vous préférez acheter de l'or et de l'argent. Ainsi, l'or baisse, le dollar passe pour fort, mais l'US Mint (l'équivalent américain de notre Monnaie) vend plus de pièces en or et en argent qu'en juillet ; sur le marché de Shanghai, le plus gros marché de l'or physique, les demandes de livraison dépassent les 40 tonnes hebdomadaires — un des niveaux les plus haut de l'année.

Partout dans le monde, Main Street — les gens de la rue — a de moins en moins confiance dans "l'effet richesse" créé par Wall Street et les banques centrales. Le vrai moment de Minsky se produira lorsque la confiance s'évanouira et fera place à la défiance.

**Vous avez aimé la dernière crise financière ? Vous allez adorer la prochaine, encore plus dévastatrice...
(M. Crinetz)**

Publié le 26 septembre 2014 par Olivier Demeulenaere

Le Nouvel Economiste.fr, le 26 septembre 2014 (via Faits et analyse économiques)

Michel Crinetz est ancien contrôleur à l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP)

A quand une véritable réglementation bancaire ?



"Imaginez une autoroute où la vitesse n'est pas limitée, où il est permis de boire de l'alcool, et même de faire demi-tour sans prévenir ; imaginez la kyrielle d'accidents mortels, de carambolages en chaîne...

Entre deux réglementations, laquelle préférez-vous ?

Celle qui interdit ou limite ces prises de risques pour soi-même et pour autrui ?

Ou bien celle qui oblige à épaissir les coussins gonflables et les pare-chocs ?

Le comité de Bâle, club de superviseurs bancaires, qui propose les versions successives de la réglementation bancaire mondiale, Bâle I, Bâle II, et à présent Bâle III, a choisi à peu près exclusivement la seconde méthode.

Les banques prennent de plus en plus de risques en spéculant sur les produits financiers dérivés et en finançant les fonds spéculatifs ? Aucune limite, aucune interdiction. Seulement des coussins de fonds propres plus épais de retitrisation, de liquidités, contra-cycliques et autres petits buffers systémiques ou de contrepartie, qui triplent ou quadruplent les exigences de Bâle II, mais trois fois rien, ce n'est pas grand-chose.

Et ces exigences restent calculées par les banques elles-mêmes à partir des probabilités mathématiques des événements adverses, probabilités qui, en vérité, n'existent pas : les conditions du théorème central limite ne sont pas respectées, notamment l'indépendance des variables, lesquelles varient en même temps et dans le même sens. Pour HSBC par exemple, avec son modèle à la carte, les prêts qui sont la moitié des actifs causeraient 80 % des risques, tandis que trading et produits dérivés qui sont 22 % des actifs ne causeraient que 6 % des risques (calculés avec les exigences augmentées de Bâle III !) : une incitation irrésistible à spéculer davantage.

Elles grossissent en spéculant et deviennent d'énormes bombes à retardement ? Aucune limite absolue n'est imposée à leur taille. Seulement un ratio de levier minimum de 3 % de fonds propres sur le total du bilan ; qu'une banque perde 3 % de ses actifs et elle fait faillite. En Bourse, une baisse de 3% des cours, cela peut arriver en un ou deux jours ; dans l'immobilier, en quelques mois ; dans le trading à haute fréquence, toujours autorisé, en moins d'une seconde. Un ratio de levier serait utile, à condition qu'il ne soit pas si ridiculement bas...

Et puis les fonds propres ne sont pas la solution à tout !

Les grosses banques font circuler entre elles des risques de plus en plus contagieux ? Pour les banques considérées comme systémiques, un plafond de 10 % du total du bilan était prévu pour chaque contrepartie, lequel vient d'être discrètement augmenté à 15 %, et encore, en compensant les créances et les dettes sur produits dérivés, ce qui, en droit des faillites européen, est inopérant : le liquidateur de la contrepartie exigera le paiement intégral des dettes mais suspendra le paiement des créances et ne les remboursera qu'au marc le franc. La banque pourra ainsi perdre jusqu'à 15 % de son bilan quand une contrepartie fera faillite, donc perdre cinq fois ses fonds propres.

Et les traders fous, les contrôleurs internes ou externes somnolents, les méchants juges américains ? Va-t-on élargir le coussin prévu pour les risques opérationnels ? Non. Pas de sanctions ni civiles ni pénales envers les dirigeants qui prennent trop de risques. Et rien sur le contrôle interne, ni sur les bonus incitant à prendre des risques.

Vous avez aimé la dernière crise financière ? Vous allez adorer la prochaine, encore plus dévastatrice..."

« Le scandale des enregistrements de Goldman Sachs par une ancienne salariée de la FED... ! »

Charles Sannat 2 octobre 2014

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Avant de commencer avec cette histoire passionnante, je vais vous demander votre aide, oh rassurez-vous pas d'argent, juste un petit clic et un gentil vote pour soutenir le Contrarien Matin aux Golden Blogs Awards. Je ne cherche pas les médailles (sinon je m'y prendrais autrement, par exemple en étant un petit peu plus fayot pour ne pas dire lèche-cul, ce qui serait terriblement vulgaire dans une publication du niveau de celle du Contrarien), non disons que grâce à vos votes l'année dernière nous avons fait découvrir le Contrarien à 800 personnes qui sont devenues 800 nouveaux abonnés, alors si ce n'est rien au niveau mondial, disons que les petits ruisseaux font les grandes rivières. Je compte sur votre gentillesse et votre bienveillance pour aller voter sur ce lien [POUR VOTER ET SOUTENIR LE CONTRARIEN c'est ici](#) et j'espère que cette année, grâce à vous, nous ferons connaître le Contrarien à encore plus de nouveaux lecteurs.

C'est une histoire importante mais pas surprenante. Dans ces colonnes, je dénonce sans relâche la collusion évidente entre des pouvoirs politiques et des régulateurs au pire totalement corrompus (bien qu'en politiquement correct moderne on préfère parler pudiquement de simple conflits d'intérêts) et au mieux fondamentalement incompetents.

Au cœur de la crise que nous traversons se pose un sujet à la fois complexe et épineux et certainement jamais assez abordé et développé. Celui des contre-pouvoirs et je préfère ce terme et ce concept de contre-pouvoir à celui de « régulation ». La règle, le règlement, la régulation, tout cela n'a en soit aucun sens si aucun moyen cohérent et coercitif existe pour faire appliquer ces lois, règles et règlement. Pire, une loi, une règle ou règlement devrait être intelligible par tous et ne pas nécessiter 150 000 pages de texte. La véritable question est bien celle des contre-pouvoirs.

De façon générale et quel que soit le sujet, si vous donnez à quelqu'un tous les pouvoirs, il finira par les utiliser de façon malsaine et à son propre avantage. Si les policiers se tiennent convenablement c'est parce qu'il y a une

« police des polices ». Il faut donc des contrôles et de la surveillance. Mais pour cela il faut une volonté politique forte allant à l'encontre du « big business » et de l'argent roi. Or, partout dans le monde, depuis la chute du mur de Berlin et la fin d'un contre-pouvoir essentiel en termes idéologiques à savoir le communisme, nous nous sommes remis à adorer le « veau d'or ». Seul compte désormais l'argent, le pognon, le fric, le flouze, le blé, plus, toujours plus, encore plus. Pour quoi faire ? Pour rien, juste pour l'accumulation jouissive de l'argent et accessoirement du pouvoir que ce dernier procure, pouvoir rarement utilisé à des fins humanistes.

Alors il est évident que cette collusion est devenue incontrôlable. Il est évident que les lois passées, les traités négociés de façon générale le sont à l'encontre des intérêts de tous les peuples. Ils le sont à vocation exclusivement de ces grandes multinationales. Nous sommes rentrés officiellement dans l'ère du totalitarisme marchand.

Simplement, parfois, le mur du silence et de la lâcheté collective se craquèle et certains sortent de leur silence avec des preuves irréfutables de la dérive scandaleuse que l'on ne veut pas voir du système dans lequel nous vivons.

Cette femme, par qui ce nouveau scandale a été rendu public, a bien évidemment été licenciée uniquement « en raison de son manque de résultat personnel ». C'est sûr qu'il est difficile d'être en charge du contrôle de Goldman Sachs, la banque qui dirige le monde, un monstre financier tentaculaire que l'on a laissé se développer sans entrave et dont désormais le pouvoir et la taille menacent au-delà du système économique le système démocratique.

Aujourd'hui, nous parlerons de Goldman Sachs mais cette banque, aussi néfaste soit-elle, n'est qu'une partie de notre problème. D'abord parce qu'il existe d'autres banques, comme la Deutsche Bank en Allemagne dont la taille est telle et l'exposition en produits dérivés tellement hallucinante qu'elle peut à elle seule faire sauter le monde (51 000 milliards de dollars de produits dérivés plus ou moins toxiques à son actif), mais aussi parce qu'il ne faut pas oublier, dans ce sombre tableau, le poids de grandes multinationales particulièrement nocives comme des entreprises du doux nom d'Halliburton (dont le fonds de commerce est la guerre privée) ou Monsanto (dont le fonds de commerce est de tuer ce qui survit aux guerres du premier et de laminer la biodiversité).

L'ensemble de ce système je l'appelle le « big business ». Cet ensemble forme le « totalitarisme marchand », et le totalitarisme marchand, comme tout totalitarisme, est une dictature en soi. Une dictature qui avance masquée sous l'étendard de la liberté... de consommer, mais uniquement de consommer. Partout dans le monde dit « libre », les droits civiques et la liberté politique se réduisent comme peau de chagrin. Partout dans le monde dit « libre », les citoyens sont soumis à des doses intensives de propagande visant à fabriquer leur consentement et à façonner leur manière de penser en leur ôtant sciemment et volontairement tout libre arbitre. Partout nous sommes réduits à l'état de loques tout juste bonnes à donner leur « temps de cerveau disponible » aux lobotomiseurs que sont les émissions télé abrutissantes et bêtifiantes destinées à nous faire consommer toujours plus, pour toujours plus cher, et avec toujours moins d'utilité.

Nous avons, dans tout cela, perdu notre humanité, perdu notre liberté, perdu notre citoyenneté, perdu ce qui faisait de nous des femmes et des hommes libres. Ceux qui dénoncent cette situation sont au mieux traité de « pessimistes » rejetant le progrès, et au pire de complotistes dignes de l'internement psychiatrique d'office. Mais c'est l'inverse mes chers amis. Être bien adapté à une société malade n'est justement pas une preuve de bonne santé mentale.

Alors lorsque les preuves sont incontestables, lorsque les faits sont avérés, nous devons les partager au maximum et au plus grand nombre pour leur faire prendre conscience que nous sommes arrivés au bout de quelque chose et que cette crise ne trouvera une résolution réelle que si nous nous réapproprions le pouvoir et que nous refusons de jouer le jeu de la consommation que nous impose ce système inique.

Je vous traduis donc ici l'essentiel de cet article de l'agence Bloomberg qui revient sur cette affaire des enregistrements secrets entre la FED et les représentants de Goldman Sachs.

Traduction par mes soins et adaptation de cet article de l'Agence Bloomberg

« Il est fort probable que la plupart des gens seront d'accord sur le fait que les gens payés par le gouvernement des États-Unis pour réglementer Wall Street ont eu leurs lots de difficultés.

La plupart des gens seraient probablement d'accord sur deux raisons qui permettent d'expliquer ces difficultés.

Face à un système financier de plus en plus complexe, les régulateurs doivent se le faire expliquer par les financiers qui ont créé ce même système ultra-complexe avec pour résultat une pratique délétère et de plus en plus fréquente chez les régulateurs de quitter leur emploi du gouvernement pour un emploi beaucoup mieux rémunéré dans les banques mêmes qu'ils étaient autrefois destinés à réglementer et contrôler.

Les régulateurs de Wall Street sont des gens qui sont payés par Wall Street, à accepter les explications de Wall Street, et qui ont peu de moyens pour se défendre et pour faire respecter les règlements et les lois en vigueur.

Notre système de réglementation financière est évidemment dysfonctionnel. Mais parce que le sujet est si pénible, et les détails si compliqués, le public ne lui accorde pas beaucoup d'attention ni d'importance.

Cela pourrait bien changer aujourd'hui, car – vendredi 26 septembre – le programme de radio » This American Life « a diffusé une histoire à couper le souffle sur la régulation de Wall Street, et le public n'aura aucune difficulté à comprendre .

Le journaliste, Jake Bernstein, a obtenu 46 heures de bandes magnétiques, faites en secret par une employée de la Réserve fédérale.

46 heures de conversations au sein de la FED, et entre la FED et Goldman Sachs.

C'est un document extraordinaire. Le but n'est pas ici d'instruire un procès, mais la conclusion essentielle à retenir est la suivante : la FED n'a pas réussi à réglementer les banques, car elle n'a pas encouragé ses employés à poser des questions, à exprimer leurs opinions ou à signaler des problèmes.

C'est même tout le contraire : la FED encourage ses employés à garder la tête baissée, à obéir à leurs dirigeants et à apaiser les banques.

Si les régulateurs bancaires n'ont pas réussi à faire correctement leur travail ce n'est pas parce qu'ils n'avaient pas les outils pour le faire, mais parce qu'ils ont été dissuadés de les utiliser.

Le rapport cite les employés de la FED disant des choses comme, « vous ne pouvez pas penser quelque chose comme ça » ou encore « personne ne se sent individuellement responsable des erreurs de la crise financière parce que

les décisions sont prises par consensus ».

En plus d'un échec financier, nous sommes face à un échec culturel.

À la fin de 2011, les régulateurs ont été dotés de pouvoirs réglementaires plus larges par la loi Dodd-Frank, ils ont embauché un tas de nouvelles personnes et l'une d'elle était une femme de forte volonté à l'esprit indépendant nommé Carmen Segarra.

« This American Life » a interrogé des personnes qui avaient travaillé avec elle, avant son arrivée à la FED, qui la décrit comme intelligente et parfois brutale, mais jamais non professionnelle. Elle est évidemment brillante et curieuse, parle quatre langues, et est diplômée d'Harvard, de Cornell et Columbia. Elle est également bien évidemment informée : avant d'aller travailler à la FED, elle a travaillé directement, et avec succès, pour les services juridiques et de la conformité des grandes banques. Elle a travaillé pour la FED après la crise financière, dit-elle, que parce qu'elle pensait qu'elle avait la capacité d'aider la FED pour réparer le système.

Au début de 2012, Segarra a été affectée au contrôle et à la surveillance de... Goldman Sachs, et a donc été installée à l'intérieur de Goldman. (Les personnes qui régulent les banques pour la FED sont physiquement stationnées à l'intérieur des banques.) (Note personnelle de votre auteur-serviteur ici présent, faut tout de même être un peu con pour croire que l'on peut réglementer et contrôler un monstre comme Goldman Sachs, tout seul avec ses 10 petits doigts fussent-ils tout boudinés ou pas.)

Dès le départ, son travail lui a semblé très différent de ce qu'elle avait imaginé (bon il n'y a pas à dire elle est tout de même au mieux très naïve cette brave dame, tout le monde sait bien que ce monde-là est un monde de faux culs pour le vrai fric). Dans les réunions, si l'une des personnes Goldman disait quelque chose de révélateur voire d'alarmant, les autres employés de la FED présents à la réunion les ignoraient ou les minimisaient.

Par exemple, dans une réunion, un employé de Goldman a estimé que « pour ses clients les plus riches certaines lois ne s'appliquaient pas ».... (Pfff, quelle surprise, quel scoop, dites donc, cette personne que je remercie tout de même d'avoir enregistré les sbires de Goldman Sachs venait de découvrir l'eau chaude, c'est-à-dire que les riches avaient des passes-droits.)

Après cette réunion, Segarra se tourna vers son supérieur à la FED pour lui

dire qu'elle avait été surprise par cette déclaration – ce à quoi son chef a répondu : «Vous n'avez pas entendu cela... » (Goldman Sachs a toujours raison, c'est l'article 1 et lorsque Goldman Sachs a tort, vous devez évidemment vous reporter immédiatement à l'article 1 à savoir que Goldman à toujours raison. Si elle m'avait demandé, je lui aurais expliqué comment tout cela allait se passer et évidemment... se finir.)

Bon, en gros, le chef de la fille a fini par lui demander de modifier les comptes rendus de réunion pour biffer tout ce qui ne relevait pas du « domaine public » n'est-ce pas, et comme elle entendait bien ce que ses oreilles entendaient, elle est allée acheter un magnétophone... enfin, maintenant, c'est des enregistreurs numériques vachement tout petits qui se planquent partout à faire pâlir d'envie un agent double du KGB de la guerre froide (hein Vladimir).

Depuis ce jour-là et jusqu'à ce qu'elle se fasse virer, elle a enregistré ses réunions de Goldman Sachs.

Alors que retenir de cette histoire ?

1 Vous saviez que les banques étaient plus ou moins contrôlées par les organismes de réglementation et plutôt moins que plus, maintenant vous en avez la certitude.

2 La seule raison pour laquelle vous en êtes désormais sûr c'est qu'une femme, Carmen Segarra, a eu le courage de lutter contre le système. Elle a payé le prix fort pour nous informer de l'évidence. Elle a perdu son emploi, ruiné sa carrière, et devra sans aucun doute supporter aussi une vie de poursuites et de calomnies.

Alors qu'allez-vous faire à ce sujet ? En ce moment, la FED nous explique que la crise est en train de passer mais ce n'est pas le cas. »

Mon point de vue personnel sur cette affaire-là.

Objectivement Carmen ne nous apprend rien de neuf, chez Goldman c'est des pourris, on le savait depuis bien longtemps. La FED et les autres banques centrales ont des liens de consanguinité avec les grandes banques, rien de nouveau. Il y a de la collusion ? C'est une évidence. Ils se gavent tous sur le dos des peuples ? Mais c'est leur raison d'être. Ils sont juste là pour tondre le mouton, le pigeon. C'est presque dans leur « objet social ».

Non, ce qu'il faut retenir c'est que cette fois, les enregistrements diffusés sont une preuve formelle de ce que tous les observateurs savent, supputent ou imaginent. Cette fois, nous en avons la certitude.

Il n'y a, là-dedans, nullement besoin d'invoquer quelque théorie du complot que ce soit car il est un complot qui se forme toujours de façon parfaitement naturelle et depuis la nuit des temps et il s'agit des communautés d'intérêt. Aujourd'hui, le monde est gouverné, dirigé par une poignée de communautés d'intérêts. En réalité, vous en avez 4. Les banques, les fabricants d'armes, les « pétroliers » au sens large et enfin le reste des grandes multinationales et je peux vous assurer que leurs intérêts propres ne sont pas, mais alors pas du tout ceux des peuples et c'est précisément la raison pour laquelle ces 4 grandes communautés d'intérêts nous ont fait basculer dans le « totalitarisme marchand ». Elles ont réussi, pour la simple et bonne raison que les peuples ont abdiqué tout pouvoir politique et que progressivement tous les contre-pouvoirs se sont effacés.

Oubliez le village global ou la mondialisation heureuse. Bienvenue dans la dictature mondiale 2.0. Vous allez adorer.

Préparez-vous et restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

Ça y est !! Ils l'ont dit au JT de 20h... vous allez être ruinés hahahaha !

Charles Sannat 2 octobre 2014

Voilà, c'est fait, ça y est, j'exulte, enfin !! Ils l'ont dit au JT de France 2 (ils deviennent sacrément subversifs tout de même chez France Télévision), bref, c'est les Français et les ménages qui investissent dans les titres de l'État français et va-t-on rembourser cette dette ? C'est peu probable.

La vidéo est sur le site de France 2, et c'est à partir de la 25e minute !! [début à 23 minutes] N'oubliez pas d'acheter un peu d'or, on ne sait jamais hahahahahahahaha...

JT de 20h du mardi 30 septembre
2014

144 2 6
Recommander Tweeter 8+1



Présenté par David Pujadas

http://www.francetvinfo.fr/replay-jt/france-2/20-heures/jt-de-20h-du-mardi-30-septembre-2014_701625.html

[François Fillon : « La France est à la veille d'un accident financier grave »](#)

« Pour redresser les finances publiques, François Fillon dévoile un plan d'économies de 110 milliards d'euros sur cinq ans. « Les Français sont capables de comprendre qu'un pays qui croule sous les déficits est en sursis », déclare aux *Échos* l'ancien Premier ministre. »

Ohhh vilain François Fillon qui semble atteint d'une crise de pessimisme aiguë... Eh bien non, il a raison ! On n'est pas bien, mais alors pô bien du tout et tout cela finira de la seule façon possible à savoir une faillite retentissante.

Charles SANNAT [Source Les Échos ici](#)

[« Subprime » : JPMorgan face à une action en nom collectif de plusieurs milliards](#)

« La justice américaine a autorisé une action en nom collectif (class action) contre la banque JPMorgan Chase, accusée par un groupe d'investisseurs de les avoir trompés sur la qualité de produits financiers adossés à des crédits immobiliers « subprime ».

Un groupe d'investisseurs emmené par les fonds de pension d'ouvriers du nord et du sud de la Californie avait saisi un juge fédéral pour pouvoir obtenir le droit de mener une action collective contre l'établissement, qui lui-même s'y opposait.

Après une rude bataille, le juge fédéral Paul Oetken de Manhattan (New

York) a donné raison aux plaignants qui vont désormais essayer d'obtenir de la justice qu'elle détermine si la responsabilité de JPMorgan peut être engagée. »

... Ooooh non alors les gentils banquiers de la Morgan qui sont méchants avec leurs clients alors que Goldman Sachs vient de se faire enregistrer à son insu... remarquez, même Sarkozy a été enregistré par un gentil camarade de classe alors pensez donc !

Je ne sais pas pour vous, mais là cela ressemble furieusement à une offensive contre les banques... et en règle !

Charles SANNAT [Source Boursorama.com ici](#)

La BCE plus que jamais sous la menace de Karlsruhe

Ça ce n'est pas une bonne nouvelle mais alors pas du tout une bonne nouvelle pour l'avenir de la monnaie unique... parce que si la BCE ne peut pas monétiser la France, elle ne pourra pas supporter une austérité à la grecque... Tout cela va mal se terminer.

Charles SANNAT

« Les juges constitutionnels allemands risquent de limiter la marge de manœuvre de la BCE

La procédure concernant la plainte sur l'OMT se poursuit devant la cour de Luxembourg, mais Mario Draghi peut également craindre une censure de Karlsruhe sur un éventuel QE. une situation qui condamne la BCE à l'immobilisme.a BCE. L'Europe semble donc condamnée, comme depuis quatre ans, à espérer un miracle venu d'ailleurs pour sortir de la nasse. »

[Lire cet article passionnant de La Tribune en entier ici](#)

Vers un conflit entre l'Allemagne et la BCE ?

Philippe Herlin Publié le 2 oct. 2014 www.goldbroker.com (tous droits réservés)

Les tensions s'accroissent entre l'Allemagne et la Banque Centrale Européenne, et cette fois elles s'expriment ouvertement, à travers une intervention du ministre des finances Wolfgang Schäuble devant le parlement allemand, le Bundestag. L'homme fort d'Angela Merkel occupe le poste clé des finances depuis 2009, ses déclarations ne sont donc pas à prendre à la légère.

Wolfgang Schäuble commence d'abord par exprimer ses réticences face à la volonté de la Banque Centrale Européenne, récemment annoncée par Mario Draghi, d'acheter des prêts titrisés ainsi que des obligations bancaires, c'est-à-dire de continuer à apporter des liquidités aux banques et de faire enfler le bilan de la BCE. Ensuite il pointe un vrai problème de fond dont nous avons déjà parlé ici, celui du conflit d'intérêt dans lequel va se retrouver la BCE. En effet, à partir du mois de novembre, celle-ci doit s'occuper de la supervision des 120 principales banques de l'Union européenne. Elle va donc étudier leurs comptes en profondeur, mesurer leur solidité financière, passer en revue l'ensemble de leurs actifs. Et dans le même temps, elle pourra acheter ces mêmes actifs qu'elle connaîtra comme personne sur le marché. La BCE sera juge et partie, sans avoir de comptes à rendre à aucune autorité, décidant seule de sauver ou pas telle ou telle banque. Etant donné le penchant laxiste de Mario Draghi, on peut surtout prévoir qu'il aura tendance à renflouer indéfiniment des banques devant être restructurées, ce qui aura pour conséquence de dégrader encore le bilan de la BCE...

Wolfgang Schäuble demande justement la séparation, au sein de la BCE, de la politique monétaire et des missions de supervision bancaire. Certes, mais il aurait fallu y penser avant et confier cette supervision à une autre structure ! Et puis sérieusement, si une telle séparation est concédée par Mario Draghi, quelle valeur aura-t-elle ? Les grandes banques nous vendent l'existence d'une "muraille de Chine" entre le département crédit (qui détient de ce fait des informations pointues sur les entreprises que le marché ignore) et celui des fusions et acquisitions, l'expérience montre qu'il ne faut pas lui accorder beaucoup de valeur.

En plus des mises en garde du ministre des finances, d'autres sources de conflits existent. La cour constitutionnelle de Karlsruhe pourrait bloquer un éventuel plan de Quantitative easing sensé venir en aide à un pays en difficulté (il s'agit du programme OMT annoncé en septembre 2012 par Draghi). D'une toute autre nature, les succès électoraux du nouveau parti AfD, Alternative für Deutschland (anti euro), qui grignote sur l'électorat de la CDU, celui d'Angela Merkel, pourraient pousser Berlin à durcir ses positions face à la BCE.

L'euro était un "super deutsche mark" lors de sa création, il a été vendu comme tel aux marchés. Les crises de la Grèce, de Chypre, des dettes

souveraines en 2011 (les taux italiens et espagnols qui flambent) ont déjà obligé à une large intervention de la Banque Centrale Européenne, bien plus que ce que souhaitaient les Allemands. La poursuite d'une politique laxiste et opaque, au moment où la Fed réduit son QE et parle de remonter ses taux, accentue les divergences. L'euro a déjà perdu 10% en quatre mois face au dollar, une telle glissade ne se voyait pas au temps du deutsche mark ! Cela ne peut pas plaire à Berlin. Il est difficile de prévoir comment un clash pourrait se matérialiser, mais on y progresse à grands pas.

Monde financier : QUAND LE BROUILLARD S'ÉPAISSIT

2 octobre 2014 par François Leclerc www.pauljorion.com

Les banques n'ont pas toujours tort, reconnaissons-le ! Elles menaçaient du développement du *shadow banking* au cas où les mesures de régulations à l'étude étaient adoptées, et elles ont vu juste ! Ce qui aujourd'hui conduit le FMI à produire un rapport alertant de sa « croissance excessive », qui pourrait mettre en danger la stabilité financière.

Les chiffres donnés donnent le frisson, le montant des transactions effectuées annuellement par ses acteurs (hedge funds, fonds d'investissement et monétaires, compagnies d'assurance, etc.) avoisinant la taille de l'économie mondiale pour donner une référence, soit en 2013 un PIB global de 72 mille milliards de dollars. Et il ne faudrait pas croire que la zone euro joue un rôle mineur dans cette affaire, le volume de ses activités au sein du *shadow banking* étant quasi équivalente à celle des États-Unis, d'après le FMI.

À l'origine de cet essor, on trouve selon le FMI les nouvelles contraintes de la régulation bancaire, ainsi que la politique des banques centrales, cette baisse des taux d'intérêt qui pousse les investisseurs à rechercher des rendements plus élevés. Patron du fonds d'investissement BlackRock – l'un des fleurons du *shadow banking* (la banque de l'ombre) – Larry Fink voit les choses d'un tout autre œil et l'expose crument dans le Financial Times. Il s'insurge contre l'appellation de *shadow banking* pour qualifier des intervenants financiers, car ils ont selon lui le mérite de « remplir le vide laissé par les banques conventionnelles, leurs activités gênées par la régulation » et « d'accorder des prêts que les banques n'accordent plus ». Pour lui, les responsables de cette situation ne sont pas difficiles à trouver : ce sont « les banquiers centraux et les régulateur – y compris ceux de la Banque

des règlements internationaux et du Conseil de stabilité financière (FSB), qui portent la responsabilité de la configuration actuelle des marchés en raison de leur politique d'assouplissement monétaire et de leur étroite régulation financière. »

La régulation financière ayant disparu du paysage, un proche de la City en passe d'occuper le siège de commissaire aux services financiers, on croit comprendre de l'intervention de Larry Fink que le temps est venu d'obtenir un desserrement des contraintes réglementaires, les autorités politiques affaiblies pour avoir trop attendu de banques qui ne leur renvoient pas l'ascenseur après avoir été assommées de contraintes. Mais que propose le FMI afin d'éviter cette dangereuse migration des activités financières vers le *shadow banking* ? Tenez-vous bien : un renforcement de la coopération internationale. Plus décisif, il n'y a pas !

Un autre signal d'alerte est lancé à propos d'un phénomène encore plus insidieux, qui ne va pas non plus contribuer à apporter de la clarté dans le monde financier. Afin de se protéger de futures poursuites et d'amendes qui tombent dru, connaissant leurs faiblesses, les mégabanques poursuivent leur mouvement de retrait engagé et abandonnent progressivement leur implication dans l'établissement d'indices de référence financiers, comme le sont par exemple ceux de la famille du Libor ou bien les taux de change ou encore les cours de l'or et de l'argent. Il en existe en réalité des centaines, qui en ont en commun d'être déterminés par les intervenants du marché eux-mêmes, au prétexte qu'ils sont les mieux placés pour les connaître. Un monde a été dévoilé, dans lequel les intervenants sont juges et parties. C'est sans doute lui que l'on dénomme généralement *le marché*.

Mais les enquêtes en cours, ainsi que les amendes infligées, démontrent que la tentation est grande d'en profiter pour s'entendre et manipuler ces indices à son avantage. L'accumulation de ces comportements finissant par laisser à penser que les errements découverts ne résultent pas de comportements individuels et de malversations occasionnelles, mais d'une pratique installée et pourrait-on même dire reconnue. Comme si les cambrioleurs avaient pénétré dans la salle des coffres des banques pour s'y installer à demeure !

Pourquoi s'alerter alors ? A force de se retirer afin de se protéger des foudres des régulateurs, les mégabanques mettent en péril l'existence même de certains de ces indices de référence, laissant les investisseurs aveugles, avec

comme conséquence de rendre moins *liquides* les marchés correspondants. Comment déterminer sans eux le montant des transactions et le *juste prix* des actifs dont la valeur de marché était auparavant mesurée ? Comment mesurer sa performance, se demandent ceux qui ont besoin de s'en prévaloir auprès des investisseurs pour la vanter ?

Ce sont cette fois-ci des régulateurs que pourrait venir le salut. Mais leur réflexion tarde à déboucher sur de nouvelles procédures de détermination d'indices de référence majeurs comme le Libor et l'Euribor, hésitant entre l'utilisation partielle de données provenant de transactions réelles, et non plus du déclaratif d'un panel de banques, ou la supervision du processus par une instance à créer. Les autorités britanniques, aux premières loges en raison de la forte implication de la City, la Commission et le Conseil de stabilité financière (FSB) rivalisent de propositions si ce n'est d'audace. On se demande d'ailleurs si leur propos est de redonner un semblant de vertu à des marchés qui semblent n'en avoir jamais eu, ou de bâtir un système protégeant mieux nos très chères banques de la tentation et des punitions qui s'en suivent quand il y est succombé.

Eurozone : L'avenir n'est pas rose ...il est morose !

Qui perd gagne Posted on 1 octobre 2014 Chris Williamson, Senior Economist à Markit,

Les données PMI de septembre dressent un tableau sombre de l'économie du secteur manufacturier de la zone euro, la croissance ayant perdu son dynamisme du début d'année pour glisser vers un niveau proche de la stagnation.

- **Les perspectives à court terme sont également inquiétantes.**
- En effet, les carnets de commandes sont en baisse pour la première fois depuis juin 2013, repli suggérant que la production pourrait commencer à diminuer dès le début du quatrième trimestre 2014.

En conséquence, il est peu surprenant que les fabricants se concentrent sur la réduction de leurs coûts et continuent de limiter les créations de postes, mesure qui, malheureusement, ne laisse que peu d'espoir quant à un repli prochain du taux de chômage quasi-record actuellement observé dans la zone de la monnaie unique.

Les entreprises manufacturières réduisent également leurs prix de vente au

détriment de leurs marges bénéficiaires, espérant ainsi stimuler leurs ventes. Les tensions déflationnistes semblent ainsi se généraliser, tous les pays couverts par l'enquête signalant, pour la première fois depuis plus d'un an, des baisses de prix en septembre.

Témoignant d'une généralisation du malaise économique à l'ensemble de la région, **l'Allemagne, l'Autriche et la Grèce enregistrent désormais, à l'instar de la France, une contraction de leur secteur manufacturier en septembre.**

- Il est particulièrement alarmant de voir l'Indice PMI allemand retomber, pour la première fois depuis juin 2013, en zone de contraction.
- Ce repli de l'indice manufacturier témoigne de l'incapacité de l'Allemagne, coeur industriel du nord de la région, à lutter contre les vents contraires que représentent la faiblesse de la demande au sein de la zone euro, le recul de la confiance des entreprises et des consommateurs ainsi que le ralentissement des exportations lié à la crise en Ukraine et aux répercussions des sanctions imposées à la Russie.

L'affaiblissement du secteur manufacturier devrait contraindre la Banque centrale européenne à intensifier ses mesures de relance de l'économie et accentuera sans nul doute les appels en faveur d'un programme complet d'assouplissement quantitatif.

- Nombreux sont ceux qui espèrent voir la BCE manifester, lors de la prochaine réunion de politique monétaire, une véritable détermination à lutter contre le ralentissement de la croissance à travers un programme offensif d'achat d'ABS (crédits titrisés) et d'achat d'obligations sécurisées.

La Russie et la Chine retiendront-elles leur riposte...

Les moutons enragés, Par Paul Craigh Roberts 2 octobre 2014

... JUSQU'À CE QUE LA GUERRE SOIT LA SEULE POSSIBILITÉ QUI RESTE ?

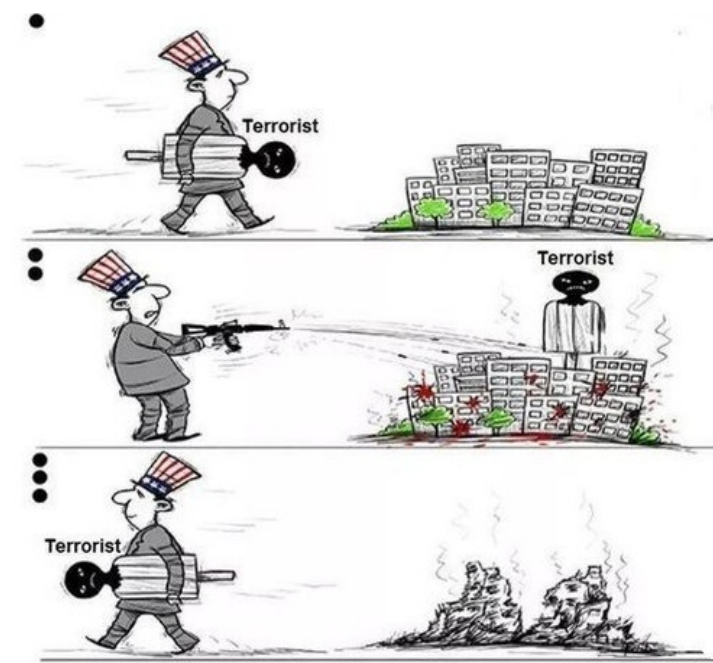
Le discours d'Obama à l'ONU, le 24 septembre, est la chose la plus absurde que j'aie entendue de toute ma vie. Il est tout à fait étonnant que le président des USA se présente devant le monde entier et dise ce que tous savent être des mensonges flagrants, tout en démontrant les doubles standards de

Washington, et la croyance que seuls les USA, qui seraient exceptionnels et indispensables, ont le droit de violer toutes les lois.

Il est encore plus étonnant que les personnes présentes ne se soient pas levées pour quitter l'assemblée générale.

Les diplomates de la planète sont restés assis à écouter les mensonges flagrants du plus grand terroriste de la planète. Ils ont même applaudi pour montrer leur accord.

Le reste du discours était de la fadaise complète : « *Nous sommes à la croisée des chemins* », « *signes de progrès* », « *risques réduits de guerre entre les grandes puissances* », « *des centaines de millions sortis de la pauvreté* », et alors que le virus Ébola fait des ravages en Afrique « *nous avons appris à guérir les maladies et harnacher l'énergie du vent et du soleil* ». Nous sommes Dieu. « *Nous* », cela signifie des « *gens exceptionnels* ». Personne d'autre ne compte. « *Nous* » sommes le tout.



Il est impossible de choisir l'affirmation la plus absurde dans le discours d'Obama ou le mensonge le plus flagrant. Peut-être celui-ci ? « L'agression russe en Europe rappelle les jours où les grandes nations écrasaient les petites dans leur poursuite d'ambitions territoriales ».

Ou peut-être celui-ci ? « Après que le peuple ukrainien s'est mobilisé pour protester et appeler à des réformes, leur président corrompu a fui. Contre la volonté du gouvernement de Kiev, la Crimée a été annexée. La Russie a livré des armes à l'est de l'Ukraine pour attiser les violences des séparatistes, dans un conflit qui a tué des milliers de personnes. Lorsqu'un avion civil a été abattu au-dessus des régions contrôlées par ces suppôts, ils ont refusé l'accès au site de l'écrasement pendant des jours. Lorsque l'Ukraine a commencé à affirmer son contrôle sur son territoire, la Russie a abandonné la prétention de simplement soutenir les séparatistes et a fait traverser la frontière à ses troupes ».

Le monde entier sait que Washington a renversé le gouvernement ukrainien élu, que Washington empêche la diffusion des photos de la destruction de l'avion de ligne malaysien, que l'Ukraine refuse de divulguer ses instructions de plan de vol au pilote de l'avion, que Washington a empêché une véritable enquête sur la destruction de l'avion, que des experts européens sur la scène de l'écrasement ont témoigné que les deux côtés de la cabine de pilotage étaient troués par des balles de mitrailleuses, ce qui indique que l'avion a été abattu par des avions de chasse qui le poursuivaient. En effet, il n'y a aucune explication au fait que des avions de combat poursuivaient cet avion de ligne pourtant dirigé par le contrôle aérien ukrainien.

Le monde entier sait que si la Russie avait des ambitions territoriales, lorsque l'armée russe a vaincu l'armée géorgienne, entraînée et armée par les Américains, et qui avait attaqué l'Ossétie du sud, la Russie aurait gardé la Géorgie et l'aurait annexée à la Russie, comme pendant des siècles.

Remarquez que ce n'est pas une agression lorsque Washington bombarde et envahit sept pays en treize ans, sans la moindre déclaration de guerre. Mais il y aurait eu agression lorsque la Russie a reconnu la pétition des Criméens, qui ont voté à 97 % en faveur du rattachement à la Russie, comme cela fut pendant des siècles, avant que Khrouchtchev ne la rattache à la République soviétique socialiste de l'Ukraine en 1954, époque où la Russie et l'Ukraine faisaient parties du même pays.

Et la planète entière sait que, comme l'a dit le chef séparatiste de la république de Donetsk « *Si les armées russes combattaient avec nous, la*

grande nouvelle ne serait pas la chute de Marioupol, mais celle de Kiev et Lviv ».

Quel est ce « *cancer de l'extrémisme violent* » ? L'État islamique (EI), qui décapite quatre journalistes, ou Washington, qui a bombardé sept pays au XXI^e siècle, assassinant des centaines de milliers de civils et obligeant des millions de personnes à fuir pour trouver refuge ?

Qui est le pire terroriste ? L'EI, un groupe qui redessine les frontières artificielles créées par les colonisateurs britanniques et français, ou Washington, avec sa doctrine Wolfowitz, le fondement de la politique internationale des USA, qui déclare que l'objectif dominant des USA est son hégémonie mondiale ?

L'EI est la création de Washington. L'EI est constitué de djihadistes que Washington a utilisés pour renverser Kadhafi en Lybie, puis a envoyés en Syrie pour renverser Assad. Si l'EI est « *un réseau de la mort* », le mal avec lequel il est impossible de négocier, comme le soutient Obama, alors c'est un réseau créé par le régime d'Obama lui-même. Si l'EI est une menace comme le prétend Obama, comment le régime qui a créé la menace peut-il être crédible pour combattre cette même menace ?

Obama n'a jamais mentionné dans son discours que le principal problème mondial est l'incapacité de Washington à accepter l'existence de pays indépendants et forts, tels la Russie et la Chine. La doctrine néoconservatrice de Wolfowitz piège les USA dans leur rôle d'unique pouvoir mondial. Cette tâche oblige Washington à éviter qu'une *puissance hostile* puisse dominer une région, dont les ressources pourraient, si elles étaient sous contrôle des USA, engendrer un pouvoir global planétaire. Une *puissance hostile*, est n'importe quel pays qui a un pouvoir suffisant pour limiter l'exercice du pouvoir américain.

La doctrine Wolfowitz vise explicitement la Russie : « *Notre principal objectif est d'empêcher la réémergence d'un nouveau rival, sur le territoire de l'ancienne Union soviétique ou ailleurs* ». Un rival est défini comme tout pays capable de défendre ses intérêts et ceux de ses alliés contre l'hégémonie de Washington.

Dans son discours, Obama a dit à la Russie et la Chine qu'ils peuvent faire partie de l'ordre mondial de Washington, à condition qu'ils acceptent l'hégémonie de Washington et qu'ils n'agissent d'aucune façon contre le contrôle de Washington. Quand Obama dit à la Russie que les USA vont collaborer avec la Russie « *si la Russie change de direction* », cela signifie que Moscou doit accepter la primauté des intérêts de Washington sur les intérêts nationaux de la Russie.

Clairement, cette position est inflexible et irréaliste. Si Washington maintient cette politique, la guerre avec la Russie et la Chine est inévitable.

Obama a informé la Chine que Washington a l'intention de continuer à exercer son pouvoir dans la sphère d'influence chinoise, « *faisant la promotion de la paix, de la stabilité et la libre circulation du commerce entre les nations* » en construisant des bases aériennes et navales, des Philippines au Vietnam, de sorte que Washington puisse contrôler le flux des ressources traversant la mer de Chine méridionale et couper ce flux à volonté.

Pour autant que je puisse le voir, les gouvernements de la Russie et de la Chine ne semblent pas comprendre l'importance de la menace que constitue Washington. La prétention de Washington à l'hégémonie mondiale semble trop irréaliste à la Russie et à la Chine pour être vraie. Elle est pourtant très réelle.

En refusant de prendre la menace au sérieux, la Russie et la Chine n'ont pas répondu d'une façon suffisante pour contrer la menace. Cela risque d'aboutir à une guerre inévitable.

Par exemple, le gouvernement russe pourrait probablement briser l'Otan en réponse aux sanctions imposées par Washington et l'Union européenne. Il suffirait d'informer les gouvernements européens que la Russie ne vend plus de gaz naturel aux membres de l'Otan. Au lieu d'utiliser ce pouvoir, la Russie a sottement permis à l'UE d'accumuler des réserves importantes, permettant aux industries et à la population de traverser l'hiver.

La Russie a-t-elle vendu son intérêt national pour des dollars ?

Une grande partie du pouvoir et de l'hégémonie financière de Washington

provient du rôle du dollar US comme monnaie mondiale. La Russie et la Chine ont été lentes, même négligentes, à défendre leur souveraineté, à tirer profit d'occasions d'affaiblir ce pilier du pouvoir de Washington. Par exemple, les pourparlers du groupe des BRICS [Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud] en vue d'abandonner le dollar ont plus été des paroles que des plans d'action. La Russie n'a même pas besoin de l'accord des états marionnettes européens pour se faire payer le gaz naturel russe en roubles.

On pourrait penser qu'un pays comme la Russie, après avoir vécu une telle hostilité et une telle diabolisation de la part de l'Occident, soutiendrait d'abord sa propre monnaie, grâce aux ventes de gaz, plutôt que le dollar américain. Si le gouvernement russe continue de soutenir les économies des pays européens hostiles à la Russie, et d'empêcher que les peuples d'Europe ne gèlent durant l'hiver prochain, alors la Russie ne devrait-elle pas, en échange d'une telle subvention à ses ennemis, s'arranger pour soutenir sa monnaie en exigeant que les pays européens paient en roubles ?

Malheureusement pour la Russie, la Russie est infectée d'économistes néolibéraux formés à l'ouest, qui représentent les intérêts occidentaux, plutôt que les intérêts russes.

Lorsque l'Occident voit une telle faiblesse, extraordinaire de la part du gouvernement russe, Obama sait qu'il peut se rendre à l'ONU et y dire les mensonges les plus flagrants sur la Russie, sans conséquences pour les USA et l'Europe. L'inaction russe entretient la diabolisation de la Russie.

La Chine n'a pas eu plus de succès dans ses occasions de déstabiliser Washington. Par exemple, c'est un fait bien connu, que Dave Kranzler et moi avons démontré, la Réserve fédérale utilise ses agents dans les banques pour faire chuter le prix de l'or et protéger la valeur du dollar, selon les politiques de la Réserve fédérale. La méthode utilisée par ces banques est de faire chuter le prix de l'or, par des ventes énormes à découvert, à des moments où il y a peu de volume, voire aucun volume de transaction.

La Chine et la Russie pourraient tirer profit de ces tactiques en achetant les découverts non garantis ou garantis, lorsqu'il y en a, et en exigeant livraison au moment de régler les contrats en liquide. Ni la Comex de New York, ni le marché de Londres ne pourraient livrer, et le système implorerait. La

conséquence d'un défaut de livraison pourrait être catastrophique pour le système financier occidental, mais, au moins, cela démontrerait la nature corrompue des institutions financières occidentales.

Ou la Chine pourrait frapper le coup fatal. En choisissant un moment de grande inquiétude ou de perturbation des marchés américains, la Chine pourrait lâcher sur le marché ses milliards de bons du Trésor, ou même tous ses avoirs en produits financiers. La Réserve fédérale et le Trésor américain pourraient tenter de stabiliser les prix des produits financiers, en imprimant encore plus de monnaie, afin d'acheter ces bons et produits. Cette création de monnaie engendrerait encore plus d'inquiétude sur la valeur du dollar, au point que la Chine pourrait déverser sur le marché tous les paiements reçus en dollars. La Réserve fédérale ne peut imprimer des monnaies étrangères avec lesquelles acheter les dollars excédentaires, de sorte que la valeur d'échange du dollar s'effondrerait, tout comme sa valeur à titre de monnaie mondiale. Les USA deviendraient un autre pays en faillite, incapable de payer pour ses importations.

Il est possible que Washington puisse obtenir du Japon et de la Banque centrale européenne qu'ils impriment des yens ou des euros pour acheter les dollars excédentaires, mais cela entraînerait la chute du yen et de l'euro face au dollar.

Une ruée sur les monnaies chinoise et russe s'ensuivrait, et l'Occident perdrait son hégémonie financière mondiale.

Par leur retenue, la Russie et la Chine facilitent les attaques de Washington contre elles. La semaine dernière, Washington a incité des milliers d'activistes d'organisations non gouvernementales à contester, dans les rues de Moscou, la « *guerre de Poutine en Ukraine* ». Sottement, la Russie a permis à des intérêts étrangers de devenir propriétaires des journaux russes qui, dès lors, dénoncent en continu Poutine et le gouvernement russe aux yeux des lecteurs russes.

La Russie a-t-elle vendu son âme et son réseau de communication pour quelques dollars ? Des oligarques ont-ils vendu la Russie pour des comptes bancaires en Suisse et à Londres ?

La Russie et la Chine ont toutes deux des populations musulmanes, grâce auxquelles la CIA cherche à provoquer la déstabilisation, la rébellion et la violence. Washington a l'intention de briser la Fédération russe en pays plus petits et plus faibles, qui ne pourraient résister à l'hégémonie de Washington. La crainte russe et chinoise d'une discorde avec leur population musulmane a eu pour effet que les deux gouvernements ont fait l'erreur grave de s'aligner avec Washington contre l'EI et le maintien du statu quo dans le monde musulman.

Si la Russie et la Chine comprenaient la gravité de la menace que pose Washington, les deux gouvernements agiraient de concert avec le principe « *l'ennemi de mon ennemi est mon ami* ». La Russie et la Chine armeraient l'EI de missiles sol-air pour abattre les avions américains et fourniraient des renseignements militaires pour permettre une défaite américaine. Suite à cette défaite suivraient des renversements en Arabie saoudite, au Bahreïn, au Qatar en Jordanie, en Égypte, aux Émirats arabes, ainsi que de tous les régimes fantoches de la région. Washington perdrait le contrôle sur le pétrole, et les pétrodollars passeraient dans l'histoire. C'est extraordinaire, au contraire, de voir la Russie et la Chine protéger le contrôle de Washington au Moyen-Orient, ainsi que les pétrodollars.

La Chine est l'objet de diverses attaques. La Fondation Rockefeller embauche des agents américains dans des universités chinoises, j'en suis informé par des universitaires. Des compagnies américaines sises en Chine créent des conseils d'administration chinois, dans lesquels elles nomment des parents d'officiels du parti communiste, locaux ou régionaux. Cela a pour effet de déplacer la loyauté due au gouvernement central vers les dollars américains. Par ailleurs, la Chine a de nombreux économistes formés aux USA, imprégnés de l'idéologie néo-libérale, qui représentent les intérêts de Washington.

Aussi bien en Russie qu'en Chine, un pourcentage significatif de la population souhaite devenir occidental. L'échec du communisme dans les deux pays et la réussite américaine dans la guerre de propagande ont engendré des loyautés envers l'Amérique, plutôt qu'envers leurs propres gouvernements. En Russie, on les appelle *intégrationnistes atlantistes*. Il s'agit de Russes qui souhaitent l'intégration de la Russie à l'Occident. Je

connais moins l'équivalent chinois, mais le matérialisme et le manque de retenue sexuelle y est effroyable.

L'incapacité des gouvernements russe et chinois à faire face à la menace contre leur souveraineté, et l'insistance des adeptes de l'économie néo-libérale, rendent la guerre nucléaire plus probable. Si les Russes et les Chinois comprennent les enjeux trop tard, la seule alternative sera la guerre ou la soumission à l'hégémonie américaine. Comme il n'y a aucune possibilité pour les USA et l'Otan d'occuper la Russie et la Chine, la guerre sera nucléaire.

Pour éviter cette guerre, qui, selon de nombreux experts, pourrait détruire la vie sur terre, les gouvernements russe et chinois doivent rapidement devenir réalistes dans leur évaluation du mal au sein de Washington, qui a fait des USA le pire état terroriste de la planète.

Il est possible que la Russie, la Chine et le reste du monde puissent être sauvés par l'implosion de l'économie américaine. L'économie des USA est un château de cartes. Le revenu moyen réel des familles est en déclin sur le long terme. Les universités produisent des diplômés criblés de dettes, mais sans emploi. Le marché obligataire est trafiqué par la Réserve fédérale, qui a besoin de magouiller sur les marchés des lingots pour protéger le dollar. Le marché boursier est truqué par le déversement de billets de banque émis par la Réserve fédérale et son équipe de protection contre l'effondrement, ainsi que par les entreprises qui rachètent leurs propres actions boursières. Le dollar est soutenu par tradition, habitude et troc de monnaies.

Le château de cartes américain continue de tenir, grâce à la tolérance mondiale pour la corruption à grande échelle et à la désinformation, et aussi car la cupidité est satisfaite par l'argent provenant d'un système truqué.

La Russie ou la Chine (ou les deux) pourront abattre ce château de cartes lorsqu'ils auront des responsables capables de le faire.

Le Congrès vote en faveur d'une guerre au Proche-Orient

Par Ron Paul - *Daily Paul*
Publié le 01 octobre 2014

La semaine dernière, la Chambre des représentants et le Sénat ont voté en faveur du projet d'Obama pour le Proche-Orient. Les deux organismes ont, sur une base bipartisane, autorisé aux Etats-Unis d'entraîner et d'armer les rebelles qui ont combattu trois ans durant pour renverser le gouvernement d'Assad en Syrie.

Bien que le gouvernement syrien ait lui-aussi combattu l'EIIL et d'autres groupuscules extrémistes pendant trois ans, les Etats-Unis refusent de s'adresser aux Syriens, et ont demandé à Assad de ne pas interférer avec leur intervention sur le sol syrien.

Le président Obama a promis qu'une intervention aérienne suffirait à « dégrader et détruire l'EIIL ». Il a annoncé la semaine dernière que :

"Les forces américaines qui ont été déployées en Irak n'ont pas reçu de mission de combat... Je ne vous soumettrais pas, ainsi que le reste de nos armées, à une nouvelle guerre de terrain en Irak ».

Mais il ne fait aucun doute que des soldats envoyés dans une zone de conflit soient des « combattants ». Et de plus en plus y sont envoyés.

Bien que le président ait promis que ses troupes ne viendraient pas fouler le sol syrien, le président du Comité des chefs d'état-major, le Général Martin Dempsey, n'est pas d'accord avec lui. Il a annoncé la semaine dernière au Comité des forces armées du Sénat que les forces américaines sur le terrain auraient sous certaines circonstances à se joindre aux troupes irakiennes ou kurdes.

L'intervention limitée promise par le président il y a quelques semaines a déjà été intensifiée, et elle menace aujourd'hui de devenir une autre guerre régionale majeure. En réalité, il ne s'agirait bien entendu que de la continuation de la guerre en Irak déclenchée il y a vingt-quatre ans par le président Bush, et à laquelle le président Obama a promis de mettre fin.

Selon l'autorisation de la semaine dernière, le président serait autorisé à entraîner 5.000 combattants en Arabie Saoudite afin qu'ils intègrent la guerre civile en Syrie. Jusqu'à présent, ces programmes d'entraînement étaient supervisés par la CIA en Jordanie et en Turquie. Aujourd'hui, ils sont la mission du Pentagone et de l'Arabie Saoudite.

L'entraînement de rebelles par la CIA a contribué au passage d'armes depuis les mains de modérés à celles d'affiliés d'Al Qaeda comme al-Nursa et

l'EIL, contre lesquels l'administration dit combattre. En juillet, 1.000 combattants affiliés à l'armée de libération syrienne, soutenue par les Etats-Unis, ont rejoint les rangs de l'EIL. Ils n'ont bien entendu pas oublié d'emporter avec eux des armes américaines et les programmes d'entraînement dont ils ont bénéficié, qui seront certainement utilisés contre le personnel militaire américain mobilisé dans la région.

Que l'Arabie Saoudite ait été choisie comme zone d'entraînement pour les prochains dirigeants de la Syrie me semble être une mauvaise blague. Alors que l'EIL décapitait deux journalistes américains – un acte on-ne-peut-plus horrible – la théocratie répressive saoudienne décapitait des douzaines de ses propres citoyens, souvent pour des crimes religieux mineurs.

Si nous voulons empêcher des terroristes radicaux d'opérer en Syrie et en Irak, pourquoi ne pas dire à nos alliés d'Arabie Saoudite de cesser de les financer et de les entraîner ? Et si le gouvernement américain cessait lui-aussi d'entraîner les groupes rebelles de Syrie et mettait fin à sa guerre en Irak, qui dure maintenant depuis 1990 ?

Deux-cent millions de personnes vivent à proximité de la zone où opère actuellement l'EIL. Ce sont elles qui font face à la menace de l'activité et de l'expansion du groupe. Laissons-les combattre leur propre guerre plutôt que de faire de l'armée des Etats-Unis l'armée mercenaire de puissants pays du Golfe. Souvenez-vous qu'ils viennent chez nous parce que nous sommes chez eux. N'y restons pas.